



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

presse

Question au Gouvernement n° 3560

Texte de la question

## SITUATION DE LA PRESSE ÉCRITE

M. le président. La parole est à M. Michel Françaix, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Michel Françaix. Ma question s'adresse au ministre de la culture et de la communication.

Vous le savez, les médias, mais plus encore la presse écrite, sont dépositaires d'un bien éminemment précieux : la liberté de choisir son information. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Richard Mallié. Et quand on n'a pas le choix, comme pendant la primaire socialiste ?

M. Michel Françaix. Chaque catégorie de lecteurs, chaque communauté, qu'elle soit constituée autour d'une pensée, d'une terre ou d'une solidarité, a le même droit que toutes les autres à disposer du type d'informations qui correspond à ses désirs et à ses besoins.

Face à l'avalanche et au choc des images et des informations non contrôlées, elle doit servir de référence, permettre la mise en perspective et non la mise en scène - comme c'est le cas pour certains de nos collègues. Monsieur le ministre, je ne veux mettre en doute ni votre amour de la presse, ni votre soutien à ce secteur, ni votre attachement au pluralisme. Et pourtant on laisse mourir *La Tribune* ! Peut-être - je n'ose y croire - est-ce pour faciliter le développement des *Échos*, dirigé par Bernard Arnault, qui est un ami cher du Président de la République ? (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Comme si, en ces périodes de crise, on pouvait se satisfaire d'un seul journal économique.

On ne pourrait donc rien faire pour *France-Soir*, un titre emblématique qui s'éteint doucement ? On ne devrait pas s'interroger sur l'avenir du *Monde* ? On devrait se désintéresser de la mort programmée de la presse régionale, alors que *L'Indépendant*, *Le Midi libre*, *Centre Presse* et *Paris-Normandie* sont en grande difficulté ?

M. Yves Nicolin. Assez !

M. Michel Françaix. Vous allez insister sur votre bonne foi et m'assurer que le Gouvernement fait ce qu'il peut. Toujours l'impuissance quand il s'agit de défendre le pluralisme, de défendre notre démocratie et nos valeurs ! Et pourtant, 1,1 milliard d'euros sont distribués au titre des aides à la presse. Mais c'est la presse magazine, les magazines télévisés ou *Voici* qui en profitent prioritairement - j'allais dire injustement.

Je sais que les magistrats, les syndicats, les élus et la presse sont des empêcheurs de tourner en rond pour ce gouvernement et que le Président de la République veut tout contrôler. Eh bien, vivement une démocratie ouverte, une république au fonctionnement normal, avec un président normal. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - " Pipeau ! " sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de la culture et de la communication.

M. Frédéric Mitterrand, *ministre de la culture et de la communication*. Monsieur le député, au-delà de cette litanie, permettez-moi de vous rappeler qu'aucun gouvernement n'a fait autant pour la presse que celui-ci. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Albert Facon. Laquelle ? Celle du capital !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. L'État a pris sa responsabilité dans un programme très vaste. Sans lui, le paysage de la presse française ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. (*Rires ironiques sur les bancs du groupe SRC.*) Le pluralisme de l'information en aurait été la première victime. La presse doit être accompagnée et soutenue dans cette période de rupture profonde. Le Gouvernement s'y emploie constamment. Je vois sans cesse passer des lettres indiquant les montants que nous accordons à tel ou tel titre - et il ne s'agit pas de

presse *people*, monsieur Françaix.

J'ai annoncé un budget des aides à la presse légèrement préservé pour 2012 : 390 millions de crédits de paiement pour l'année prochaine. La persistance de la crise publicitaire, la baisse des ventes, l'essor des publications *via* internet - dont la rentabilité économique est encore incertaine et doit être réétudiée - obligent plusieurs éditeurs à ne pas retarder plus longtemps des ajustements qu'ils croyaient pouvoir reporter.

M. Patrick Lemasle. Vous parlez d'ajustements !

M. Frédéric Mitterrand, *ministre*. Mais il ne s'agit pas de se replier sur des postures de défense. Il faut bien passer à l'offensive et à la reconquête. Cela passe par des opérations comme " Mon journal offert ", qui remporte un très grand succès et qui nous rappelle que la priorité doit aller avant tout au public et aux contenus. Le Gouvernement parie sur les contenus, sur une information de qualité et totalement pluraliste, et surtout sur la diffusion de cette information auprès du public le plus large. C'est tout le sens de notre action et, à cette aune, on ne peut pas dire que le Gouvernement soit en retard sur ce que vous préconisez, monsieur Françaix. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Françaix](#)

**Circonscription :** Oise (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3560

**Rubrique :** Presse et livres

**Ministère interrogé :** Culture et communication

**Ministère attributaire :** Culture et communication

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 octobre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 octobre 2011